



**Réponse de BT France à la consultation publique de l'ARCEP relative à
l'analyse des marchés des Services de Capacité**

28 Mai 2009

BT France tient à remercier l'ARCEP de lui permettre d'apporter ses commentaires à la présente consultation publique relative à l'analyse des marchés des Services de Capacité.

La régulation de ces marchés continue d'être particulièrement importante en vue d'assurer le développement et la pérennité de services innovants et concurrentiels au bénéfice des entreprises basées sur le territoire français.

Nous saluons, à cet effet, la démarche de l'Arcep visant à tenter de mieux connaître et appréhender le marché des entreprises, le travail d'analyse effectué est remarquable.

Dans la première partie du document « Bilan et Perspectives », l'Arcep décrit notamment les besoins particuliers des grandes entreprises multi-sites, qui constituent la cible privilégiée de BT France :

« Avec la migration progressive vers les solutions tout IP et la convergence des services, les solutions que doivent proposer les opérateurs entreprises se fondent sur un unique réseau d'accès raccordant les différents sites sur lesquels sont établis les différents services de téléphonie, accès à l'Internet et échange de données ».¹

(...)

« Le recours aux offres de gros pour un opérateur ne disposant pas d'un réseau de boucle locale desservant l'ensemble du territoire, lui permet ainsi d'être en mesure de raccorder tous les sites d'entreprises quelque soient leurs localisations et donc de pouvoir potentiellement adresser la clientèle des entreprises multi-site ».²

Tel que l'indique à juste titre l'Autorité, les services de capacité sont un élément essentiel à la construction des offres destinées aux grandes entreprises multi-site.

Le business model de BT France tend à maintenir un équilibre efficace des investissements dans un réseau en propre et dans des solutions d'achats de prestations d'accès achetées en gros auprès d'opérateurs tiers. Ainsi, (et contrairement à ce qui est indiqué par l'Autorité en page 13 de son document) BT France dispose de deux boucles en fibre optique louées à un opérateur sous la forme de location longue durée de fibre noire (IRU) ainsi que de deux accords de type IRU avec un opérateur sur le marché du DSL et de la collecte LPT.

L'activité de BT France reste néanmoins largement dépendante d'offres de gros de services de capacité.

Ainsi, dans le cadre de la construction de ses réponses aux appels d'offres de grandes entreprises multi-sites, BT France consulte plusieurs opérateurs, présents sur le marché de gros des services de capacité, afin de pouvoir raccorder les différents sites des entreprises concernées, répartis sur le territoire français.

Lors de ces consultations, il arrive que BT France se retrouve dans une situation où aucun opérateur ne soit en mesure de proposer une offre concurrentielle alternative à celle de France Telecom.

¹ Document « Bilan et perspectives » p 11

² Document « Bilan et Perspectives » p13

En effet :

- Soit, aucun opérateur alternatif n'est « on-net » dans l'agglomération concernée,
- soit, lorsqu'un opérateur est « on-net » dans l'agglomération, il n'est pas en mesure de raccorder l'adresse exacte du site dans des conditions permettant de concurrencer l'offre faite par France Telecom.

La présence du réseau d'une DSP ne résout d'ailleurs pas systématiquement le problème car les opérateurs alternatifs doivent, quoiqu'il en soit, aller chercher cette fibre ; or, ce déploiement est coûteux si bien qu'ils ne le font pas ou peu. Ceci est d'autant plus vrai pour les opérateurs dédiés à la clientèle des entreprises, qui ne peuvent se permettre de financer un tel déploiement pour raccorder quelques clients ponctuels.

France Telecom, quant à lui, a déployé un réseau fibre déjà très capillaire et n'a aucune difficulté à déployer « les derniers kilomètres » pour raccorder un site industriel par l'intermédiaire de ses fourreaux.

Cette problématique est aujourd'hui une réalité en France, l'Arcep le constate elle-même lorsqu'elle indique :

*« Par ailleurs, il apparaît que le déploiement d'infrastructures alternatives pour les réseaux de boucle locale optique **a été relativement limité** au cours de la période couverte par la précédente décision d'analyse de marché, et **que cette situation n'est que peu susceptible d'évolution** au cours des trois prochaines années et semble pour le moment limité aux zones les plus denses en entreprises. »³*

*« France Telecom est en mesure de fonder **l'ensemble de ses raccordements** de sites d'entreprises en « on-net ». »⁴*

Dès lors, et au regard des enjeux soulevés qui sont structurants pour les prochaines années, BT France ne peut que regretter les orientations prises dans le document de consultation de l'Autorité, à savoir :

-L'absence de régulation des offres de gros sur lesquelles reposent les services les plus demandés par les grandes entreprises, et donc absence de garanties réelles de non discrimination par France Telecom :

- Maintien d'une dérégulation des services Ethernet d'un débit supérieur à 100 Mbit/s ce qui permet à France Telecom de continuer la commercialisation sur le marché de détail d'une offre non répliquable sur le marché de gros.
- Maintien d'une absence de régulation tarifaire pour les LPT d'un débit supérieur à 10 Mbit/s qui constituent pourtant le principal axe de demande des grandes entreprises.
- Maintien d'une règle de non éviction sur les tarifs des LPT.

³ Document « Analyse de Marché » p25

⁴ Document « Bilan et Perspectives » p13

-La possibilité donnée à France Telecom de répondre aux appels d'offres par l'intermédiaire d'Offres Sur Mesure purement tarifaires ce qui, là aussi, remettrait en cause le principe de non-discrimination car ces offres seront, par définition, non répliquables.

Ainsi, malgré le constat de l'insuffisance flagrante d'infrastructures alternatives sur le territoire français et de l'avance prise par l'opérateur historique pendant ces trois dernières années, l'Autorité choisit de persister dans l'allègement de toute régulation ex ante. Cet allègement ne s'accompagne d'aucune mesure garantissant le maintien d'une obligation de non-discrimination à l'égard de France Telecom.

En effet, en l'absence de séparation fonctionnelle, il est très difficile de garantir aux opérateurs tiers que France Telecom ne discriminera pas. En tout état de cause l'obligation de séparation comptable à laquelle est soumis l'opérateur historique depuis 2006 n'a jusqu'à présent fait que révéler des cas flagrant de discrimination sans qu'aucune mesure concrète et véritablement efficace n'ait été prise.

Commentaires de BT France

Pour BT France, l'allègement de la régulation ex ante sur le marché des services de capacité proposé par le document de consultation suscite de sérieuses inquiétudes dans la mesure où il ne permettra pas d'assurer la pérennité des conditions de développement d'une dynamique concurrentielle pour les offres de services destinés aux entreprises.

-Les mesures proposées par l'Arcep renforceront la domination de l'opérateur historique sur le marché des entreprises :

Selon BT France, cet allègement de la régulation ne fera que renforcer le risque de discrimination par France Telecom en faveur de sa branche de détail, principal acteur sur le marché des services destinés aux entreprises, en raison de la difficulté voire de l'absence de transparence et de contrôle des flux intra groupe en l'absence de séparation fonctionnelle.

Dans la continuité de ce qui est arrivé pendant les deux années précédentes, les investissements en infrastructure des opérateurs dédiés aux entreprises ne peuvent être encouragés étant donné que les mesures annoncées par l'Autorité ne feront que renforcer la position dominante de l'opérateur historique sur ce marché et donc fragiliser ses concurrents.

-Les investissements en infrastructures des opérateurs visant les entreprises sont encore limités :

Pour un opérateur visant uniquement les entreprises, l'investissement en matière d'infrastructures de télécommunications est nécessairement plus limité, dans un premier temps, que pour des opérateurs également actifs sur le marché résidentiel. En effet, grâce à des volumes de vente plus importants, les opérateurs actifs sur le marché résidentiel peuvent espérer un retour sur investissement plus rapide ; en outre la part d'investissement requise en matière de services est plus limitée que pour la clientèle professionnelle des grandes entreprises.

La volonté de « protéger » les investissements déjà réalisés par des opérateurs a pour conséquence, en réalité, de protéger le réseau fibre déjà très capillaire de l'opérateur historique, déployé dans des conditions avantageuses par rapport à ce que connaissent les autres opérateurs. En effet, France Telecom est un opérateur intégré présent sur tous les marchés, qui a bénéficié et continue de bénéficier d'avantages structurels issus de son héritage monopolistique tels que des fourreaux dans lesquels il déploie sans difficultés.

Les opérateurs entreprises ne continueront d'investir que s'ils arrivent à dégager suffisamment de rentabilité pour le faire, or les mesures proposées vont mettre à mal la concurrence sur le marché des entreprises.

Le déploiement d'un réseau ne peut donc se faire que progressivement, et porter dans un premier temps sur les zones où se concentre un nombre de clients suffisamment important.

Par exemple, un opérateur tel que BT France ne peut raisonnablement envisager un investissement sur une agglomération donnée si il n'y dispose que d'un nombre très limité d'entreprises clientes, alors que pour le marché résidentiel, sur la même agglomération, un opérateur peut raisonnablement viser une clientèle potentielle de plusieurs milliers de foyers et ainsi amortir ses coûts à moyen terme.

Compte tenu des caractéristiques actuelles de la demande de la clientèle professionnelle des grands comptes (éparpillement des sites secondaires à relier, faible concentration de la demande en dehors de l'agglomération parisienne, etc.), un investissement massif sur l'ensemble du territoire ne peut être raisonnablement envisagé.

Pourtant, les besoins en accès des entreprises sont importants du fait de l'éclatement géographique qui peut exister entre les sièges sociaux des entreprises, leurs sites principaux et leurs établissements secondaires.

Marché de gros du segment terminal

Prestations du segment terminal dont le débit est supérieur à 10 Mbit/s

L'Autorité propose que les tarifs des offres de gros de LPT basées sur de la fibre optique (segment >10 Mbit/s) de l'opérateur historique ne soient pas orientés vers les coûts. Pourtant, comme l'indique l'Autorité « *les achats d'offres de gros de segment terminal de services de capacité représentent 3600 accès très haut débit environ, dont la moitié est vendue par France Telecom.* »⁵

Ainsi, dans 50% des cas les opérateurs doivent continuer de se fournir auprès de France Telecom pour acquérir les « briques de base » servant à la construction de leurs offres de détail à un prix bien supérieur aux coûts supportés par l'opérateur dominant pour concurrencer ces mêmes opérateurs sur le marché de détail.

Pourtant, l'allègement de la régulation sur le marché de gros des segments terminaux de capacité supérieure à 10 Mbit/s ne présente pas de bénéfices suffisants à long terme liés à l'investissement en infrastructure pour compenser les inconvénients à court terme liés à l'insuffisance de la répliquabilité.

Ainsi, contrairement à ce que semble soutenir le document de consultation, la liberté tarifaire laissée à France Telecom ne favorisera pas les déploiements en cours de réseaux concurrents car les opérateurs ne disposeront pas de garanties suffisantes pour consentir de tels investissements.

France Telecom pourrait en effet très bien augmenter artificiellement ses tarifs tant qu'il n'y aura pas de réseau concurrent puis les diminuer substantiellement lorsqu'un nouvel opérateur aura déployé au même endroit, rendant très difficile tout retour sur investissement.

Une des façons de limiter ce risque d'augmentation des tarifs reste d'obliger France Telecom à maintenir des tarifs reflétant les coûts, ou tout du moins introduire un « price cap » ce qui permet d'avoir en principe une évolution à la baisse et donc de définir un

⁵ Document « Analyse de Marché » p32

prix de marché qui reste favorable à ceux qui ont des besoins importants d'achats d'infrastructure. A noter que les besoins d'achat subsistent même pour les opérateurs déployant une infrastructure.

On voit donc que la suppression d'une régulation ex ante efficace sur les segments terminaux en fibres optiques aura un effet contraire à l'objectif poursuivi et permettra à France Telecom de continuer de préempter le marché.

En effet, comme l'indique très justement l'ARCEP « *L'analyse de la puissance a montré l'influence significative qu'exerce France Telecom sur ce segment du marché de gros du segment terminal. En particulier, **France Telecom sera encore en mesure durant les prochaines années de se comporter, sur ce marché, indépendamment de ses clients et de ses concurrents, grâce notamment aux avantages structurels dont elle bénéficie***⁶ ».

Obligation de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction sur l'ensemble du marché de gros

Selon BT France, le maintien de la règle de non-éviction pour la tarification de l'ensemble des offres de gros de France Telecom conduira à maintenir, de manière artificielle, un prix de gros largement supérieur aux coûts supportés par l'opérateur historique pour fabriquer ces offres.

Ainsi, non seulement l'opérateur historique sera en mesure de dégager des marges importantes (comme ce fut le cas en 2006 et 2007 sur le marché de l'accès large bande livrés au niveau régional) sur l'ensemble de ces offres mais les quelques autres opérateurs présents sur le marché de gros continueront de fixer le tarif de leurs offres sur la base des prix de France Telecom.

Ceci aboutit à maintenir des conditions concurrentielles défavorables aussi bien pour les opérateurs qui doivent s'approvisionner sur le marché de gros mais aussi pour les entreprises elles-mêmes.

Ainsi l'on constate, une fois de plus, que cette règle favorise surtout l'opérateur dominant en lui permettant de dégager des superprofits sur les marchés concernés. BT France suggère dès lors que l'Autorité prévoie, à l'horizon des trois prochaines années, une diminution des prix de gros aboutissant à une réelle orientation vers les coûts à l'issue de la période d'analyse.

Offres de services de capacité à interfaces alternatives de débits supérieurs à 100 Mbit/s

Le marché des services de capacité, pris dans sa globalité, connaît deux tendances, décrites dans le document de l'Arcep⁷.

-« *Déclin progressif des liaisons louées classiques, au profit notamment des accès en xDSL*

-*La migration vers le tout IP qui se traduit par le recours aux services de capacité à interface Ethernet et d'autre part l'évolution des cœurs de réseau des opérateurs. »*

⁶ Document « Analyse de Marché » p49

⁷ Document "Bilan et Perspectives" p15

Ces tendances se traduisent par forte croissance de la demande en débits, du fait de la généralisation d'applications qui en sont fortement consommatrices et des évolutions des architectures des entreprises (ces évolutions favorisant la constitution de liens entre sites et la centralisation des bases de données).

Ainsi, pour l'année 2008, le chiffre d'affaires estimé des services de capacité à interface Ethernet est de 233 millions d'euros, contre 84,49 millions d'euros en 2006, soit une multiplication par trois en trois ans⁸. D'ici 2011, ce chiffre d'affaires devrait doubler pour atteindre 424 millions d'euros⁹, et représenter 49% des services de capacité dans leur ensemble contre 12% pour le DSL et 40% pour les liaisons louées¹⁰.

Comme le souligne l'Arcep le marché évolue vers un remplacement des liaisons louées par des services de capacité en interface en Ethernet, à mesure de l'évolution des besoins en débit.

Les services de capacité en interface Ethernet représentent donc un enjeu essentiel.

L'Autorité indique d'ailleurs : « *La migration progressive des offres professionnelles vers des solutions en Ethernet natif pose en effet la question de la mise en œuvre d'offres de gros de services de capacité en Ethernet natif en vue de permettre la répliquabilité par les opérateurs alternatifs des offres de détail correspondantes de France Télécom, en particulier pour les débits entre 10 et 100 Mbit/s pour lesquels les espaces économiques ne sont pas assurés pour permettre le déploiement de boucles locales fibre optique alternatives.*

Cette question est particulièrement fondée dans la mesure où France Télécom étend progressivement la couverture de son offre de détail MAN Ethernet, qui concerne une quinzaine d'agglomérations à ce jour. Cela pourrait notamment passer par une évolution de l'offre CE2O en vue de permettre la fourniture d'accès en Ethernet natif.

(...) En outre, la mise en œuvre d'une régulation des accès de gros sur le segment au delà de 100 Mbit/s pourrait fragiliser les investissements réalisés par les opérateurs en termes d'infrastructures alternatives.¹¹ »

BT France note tout d'abord que l'étendue exacte de cette offre MAN Ethernet est d'une trentaine d'agglomérations et non pas de la quinzaine indiquée.

BT France soutient l'Autorité dans sa volonté de mise en œuvre d'offres de services de capacité en Ethernet natif permettant aux opérateurs de répliquer l'offre de détail MAN Ethernet.

Néanmoins, l'Arcep précise ensuite que les espaces économiques ne sont pas assurés entre 10 et 100 Mbit/s mais deviendraient suffisants à partir de 100 Mbit/s permettant ainsi aux opérateurs alternatifs de déployer leur propre infrastructure.

⁸ Source : Ovum, *September 2007*, Richard Mahony & Lucy Hipperson, *Broadband access forecast 2007*

⁹ *Idem*

¹⁰ *Idem*

¹¹ Document « Bilan et Perspectives » p23-24

BT France n'est pas d'accord avec cette analyse et soutient, au contraire, qu'il n'y a guère plus d'espace économique pour les opérateurs au-delà de 100 Mbit/s qu'en dessous de ce même seuil.

En effet, les tarifs de l'offre de détail MAN Ethernet, commercialisée par France Telecom, sont particulièrement agressifs et il n'existe pas de véritable coupure tarifaire au niveau du seuil de 100 Mbit/s contrairement à ce qui est avancé par l'Autorité.

Par ailleurs, la demande en débit des grandes entreprises est très variable et l'offre MAN Ethernet répond parfaitement à cette particularité. Une entreprise peut commencer par demander un débit de 100 Mbit/s (ou inférieur) pour raccorder son site, puis augmenter sa demande à 200 Mbit/s voire plus. L'offre MAN Ethernet se caractérise par sa grande souplesse et ce, dès 10 Mbit/s.

Ce seuil de 100 Mbit/s est artificiel et n'a aucune justification technique.

BT France considère dès lors que grâce à cette offre, France Télécom est en mesure de préempter à son seul profit le segment des services de capacité à interface Ethernet qui est en pleine expansion comme le reconnaît l'Autorité.

Nous pouvons à cet effet aussi rappeler les différenciations tarifaires appliquées, aussi bien sur les tarifs de l'offre de gros CE2O (zone A ou B) que ceux de l'offre de détail MAN Ethernet (cœur ou périphérie de métropole). Les tarifs les plus intéressants étant généralement associés aux zones à plus forte intensité concurrentielle.

Encore une fois, nous pensons que c'est l'absence de régulation qui fragilise les opérateurs concurrents de France Telecom et non un supposé « excès » de régulation.

Offre d'accès au génie civil

L'Arcep semble justifier la levée de toute régulation ex ante sur le marché de gros des services de capacité par le fait que l'offre de partage des fourreaux destinée au marché résidentiel sera adaptée aux opérateurs entreprises.

Cette offre de partage des fourreaux existe depuis septembre 2008 sur le marché résidentiel. Huit mois plus tard, les opérateurs alternatifs résidentiels rencontrent d'énormes difficultés opérationnelles lorsqu'il s'agit de déployer leur propre fibre dans les fourreaux de France Telecom.

L'existence d'une telle offre sur le marché des entreprises est un remède clairement insuffisant et ne peut, en aucun cas, justifier une levée immédiate de la régulation sur le marché des services de capacité.

Marché de détail : Autorisation des Offres Sur Mesure strictement tarifaires

Comme l'indique l'Arcep :

*« Le marché de détail des services de capacité est caractérisé par une certaine **opacité**, en raison du mode de contractualisation, qui permet une négociation entre les parties mais aussi en raison de la possibilité donnée aux acteurs de proposer des offres sur mesure.*

En effet le caractère « multi sites » des clients conduit les opérateurs à formuler des offres qui peuvent s'appuyer sur un ensemble de produits techniques différents (sur support DSL, sur support liaisons louées, en propre ou en offre de gros), rendant la comparaison des offres difficile, voire conduisant à la formulation d'offres sur mesure. En particulier, France Télécom, compte tenu d'une part de son statut privilégié d'ancien monopole et d'autre part de sa position dominante sur les différents marchés de gros amont, est en mesure de mettre en œuvre des pratiques ciblées sur le marché de détail des services de capacité, par le biais de négociations et d'offres sur mesure purement tarifaires, c'est à dire non fondées sur l'adaptation spécifique des offres de gros existantes à une problématique technique bien identifiée ». 12

Nous souscrivons pleinement à cette analyse de l'Autorité. La domination actuelle de France Telecom sur le marché des services aux entreprises ne sera que renforcée par cette modification des règles de qualification d'une OSM. Le message adressé au marché est particulièrement inquiétant puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'un blanc seing pour FT lui permettant en toute liberté de proposer en réponse à des appels d'offres des OSM tarifaires qui ne pourront pas être répliquées par ses concurrents.

Ceci est d'autant plus vrai si, comme le prévoit l'Arcep, les tarifs des offres de gros de l'opérateur historique continuent de ne pas être orientés vers les coûts (à cause de l'obligation de non-éviction).

En tout état de cause, ceci va à l'encontre des besoins urgents de transparence et de concurrence du marché des entreprises en France et constitue, selon nous, un regrettable retour en arrière.

En ce qui concerne le dispositif de surveillance proposé par l'Autorité, nous pensons qu'il sera trop compliqué à mettre en œuvre.

D'une part nous ne pensons pas que l'Autorité ait les moyens de contrôler toutes les réponses de France Telecom à des appels d'offres au dessus d'un certain seuil, d'autre part, ceci ne reposerait que sur du déclaratif de la part de France Telecom et, enfin, la fixation même du niveau du seuil soulèvera de nombreux débats.

Nous pensons que si la régulation du marché de gros était renforcée, notamment par une stricte orientation vers les coûts de toutes les offres de gros, l'Autorité devrait, à minima, procéder à une évaluation de la situation concurrentielle tous les six mois afin de s'assurer de l'absence de pratiques discriminatoires en se réservant la possibilité d'intervenir le cas échéant.

¹² Document « Analyse de Marché » p23-24

Conclusion :

Nous assistons depuis les deux dernières années à un ralentissement significatif des investissements en réseaux fibre par les opérateurs alternatifs, leurs prévisions d'investissements massifs sur le territoire se sont aujourd'hui avérées inexactes. Pourtant c'est sur la base de ces annonces qu'en 2006, l'Arcep a décidé des grandes orientations de la régulation du marché des services de capacité.

Il nous semble que l'Autorité doit aujourd'hui tirer les conséquences de ce ralentissement des investissements en fibre optique et modifier certaines prises de position en termes de régulation car ce sont les entreprises basées en France qui continueront de pâtir de la faible dynamique concurrentielle de ce marché.

Pourtant, l'Autorité semble confirmer sa volonté de maintenir le moratoire dont bénéficie France Telecom sur son réseau fibre.

Ainsi, non seulement, il ne sera pas possible pour les opérateurs alternatifs d'accéder au seul réseau fibre véritablement national dans des conditions non-discriminatoires mais, au surplus, le maintien de la règle de non éviction pour la tarification des offres de gros de France Telecom conduira à maintenir de manière artificielle, un prix de gros largement supérieur aux coûts supportés par l'opérateur historique pour les fabriquer.

Aujourd'hui l'on se rend compte que la démarche visant « à protéger les investissements en fibre des opérateurs » n'a pour résultat, en réalité, que de permettre à France Telecom de continuer son déploiement en fibre et continuer de préempter le marché.

En p 14 de son document Bilan et Perspectives, l'Arcep précise que « *Sur le plan concurrentiel, seules les principales agglomérations sont aujourd'hui couvertes par les MAN optiques de plusieurs opérateurs en plus des MAN optiques de France Telecom.* »

Les récentes fusions intervenues sur le marché ainsi que le contexte économique actuel ne laissent entrevoir aucune réelle perspective d'évolution favorable des investissements en infrastructure à l'horizon de la présente analyse de marché.

Ainsi, les rapprochements entre Completel et Numéricable puis SFRet NeufCegetel ainsi que Free et Alice ont pour conséquence de réduire les montants investis dans leur globalité. D'ailleurs, selon BT France, les opérateurs alternatifs visant le marché des entreprises ne continuent plus aujourd'hui d'investir dans des boucles locales optiques comme c'était le cas auparavant.

Dès lors, l'avancée qui sera prise par France Telecom en l'absence d'une régulation appropriée des offres de services de capacité sera durable car les entreprises, contrairement aux résidentiels, ne changent pas aussi régulièrement de fournisseur. L'opérateur historique a l'avantage du précurseur et est ainsi en situation de préempter le marché.

De manière plus générale, BT France considère qu'il est essentiel de continuer à encourager l'innovation et la compétitivité sur le marché français des entreprises en créant les conditions favorables au développement de tous les opérateurs alternatifs actifs sur ce marché quels que soient les segments du marché qu'ils adressent, et en particulier pour ceux qui s'adressent aux grandes entreprises. Il convient d'ailleurs de garder à l'esprit que sur le marché des entreprises, le haut et le très haut débit sont interdépendants. Les réseaux d'entreprises sont constitués de liens haut débit et de liens très haut débit. Compte tenu de la croissance en volume du THD, l'absence de concurrence sur ce segment pénaliserait l'ensemble de la concurrence, et pourrait annihiler les efforts faits pour favoriser la concurrence sur le haut débit.

Les demandes de BT France sont donc les suivantes :

- Régulation des offres de gros basées sur la fibre quels que soient les débits concernés.**
- Stricte orientation vers les coûts, à l'horizon des trois prochaines années, de toutes les offres de gros sur le marché des services de capacité.**
- Maintien de l'interdiction faite à France Telecom de proposer des offres sur mesure purement tarifaires, qui ne seraient pas justifiées par des critères techniques permettant de répondre à une demande spécifique.**